



CAP SUR LA RELANCE :  
LE QUÉBEC ET L'EUROPE, PARTENAIRES  
D'UNE PROSPÉRITÉ DURABLE

Stratégie territoriale  
pour l'Europe

Édition produite par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Ce document est disponible en version électronique à l'adresse suivante :

<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/vision-internationale-quebec/strategie-europe>

Toute reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée,  
à condition que la source soit mentionnée.

**Dépôt légal**

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022

ISBN 978-2-550-92008-3 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2022



CAP SUR LA RELANCE :  
**LE QUÉBEC ET L'EUROPE, PARTENAIRES  
D'UNE PROSPÉRITÉ DURABLE**

**Stratégie territoriale  
pour l'Europe**

# Mot de la ministre



© Studio Henri inc.

Chers partenaires,

C'est avec beaucoup de fierté que je vous invite à découvrir notre nouvelle Stratégie territoriale pour l'Europe intitulée *Cap sur la relance : le Québec et l'Europe, partenaires d'une prospérité durable*. Misant sur une nouvelle approche continentale concertée tout en s'appuyant sur la richesse de liens historiques, la Stratégie établit des priorités d'actions susceptibles de contribuer à la prospérité de toutes les régions du Québec ainsi qu'à leur développement économique, social, culturel et scientifique.

Comptant près de 750 millions d'habitants et près du quart du PIB de la planète, l'Europe est l'un des plus importants marchés de consommation au monde. Historiquement, ce continent représente le deuxième marché d'exportation du Québec, derrière les États-Unis.

Au cours des cinq dernières années, le Québec y a exporté pour environ 11 G\$ de marchandises en moyenne par année, composées à un peu plus de 50 % de produits de haute et de moyenne-haute technologie. Il a importé en moyenne pour 25 G\$, affichant ainsi un déficit commercial considérable avec cette région du monde.

C'est pourquoi notre Stratégie vise en priorité à mieux tirer parti des accords de commerce qui offrent aux entreprises québécoises un accès privilégié à ce continent. Quant aux investissements européens, ils représentaient, en 2020, 49 % des investissements étrangers totaux en sol québécois.

En raison de l'excellence de ses instituts de recherche, de ses universités de calibre mondial et de ses grands groupes industriels, l'Europe recèle de grandes possibilités en matière de coopération en recherche et en innovation. Cette stratégie vise ainsi également à mieux positionner les acteurs québécois de la recherche et de l'innovation et à faciliter leur association à des projets collaboratifs à hautes retombées.

Sur le plan environnemental, le Québec est bien positionné pour coopérer avec l'Europe dans le cadre de son Pacte vert, notamment dans des secteurs stratégiques tels que l'électrification des transports et les énergies propres, et ce, au cours des prochaines années, voire des prochaines décennies.

Dans un contexte où les besoins du Québec en matière de main-d'œuvre sont considérables, entre autres dans les secteurs prioritaires comme la santé et l'éducation, l'Europe représente un bassin exceptionnel de travailleuses et de travailleurs qualifiés susceptibles d'assurer la compétitivité québécoise à long terme.

Enfin, sur le plan de la culture et de la langue française, le continent européen représente un marché important pour les créateurs québécois, de même qu'un ensemble d'alliés essentiels pour la préservation de la diversité culturelle et linguistique à l'échelle internationale.

La situation pandémique et la crise en Ukraine ont créé de multiples bouleversements économiques, géopolitiques et humanitaires à l'échelle mondiale, mais particulièrement en Europe. Dans ce contexte de grandes turbulences, il est nécessaire pour le Québec de se doter d'orientations claires et rassembleuses afin de pouvoir agir efficacement en cette période d'incertitude et d'ainsi protéger et promouvoir ses intérêts à court et moyen terme.

Des partenariats forts et fiables basés sur des valeurs et des intérêts communs sont d'autant plus déterminants pour atteindre nos objectifs sur le continent européen en pleine transformation.

Nous saurons ainsi garder le « cap sur la relance » et positionner le Québec et l'Europe comme véritables partenaires d'une prospérité durable!



**Nadine Girault**

Ministre des Relations internationales et de la Francophonie,  
et ministre responsable de la région des Laurentides

# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>6</b>
<b>Cadre stratégique</b> .....	<b>7</b>
Un continent de possibilités.....	8
D'importants leviers institutionnels .....	11
Territoires prioritaires .....	13
Marchés à explorer .....	17
<b>Axes d'intervention et priorités sectorielles</b> .....	<b>18</b>
<b>Axe 1 – Mieux positionner le Québec dans les chaînes         de valeur européennes</b> .....	<b>18</b>
<b>Axe 2 – Multiplier les partenariats en recherche et propulser         l'innovation québécoise en Europe</b> .....	<b>22</b>
<b>Axe 3 – Se positionner comme un partenaire de choix en matière         d'environnement et de développement économique durable</b> .....	<b>25</b>
<b>Axe 4 – Favoriser la mobilité internationale entre le Québec et l'Europe</b> .....	<b>26</b>
<b>Axe 5 – Promouvoir la culture québécoise et la langue française         sur les marchés européens</b> .....	<b>28</b>
<b>Synthèse et conclusion</b> .....	<b>30</b>

# Introduction

**La nouvelle Vision internationale du Québec (VIQ), intitulée *Le Québec : fier et en affaires partout dans le monde!*, a été dévoilée par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), madame Nadine Girault, le 29 novembre 2019. Dans un souhait de bonifier et de mettre à jour la Politique internationale de 2017, cette vision met l'accent sur la dimension économique de l'action du Québec à l'étranger. Pour ce faire, la VIQ se décline en trois axes qui, tout en conservant une continuité avec les actions antérieures, définissent la nouvelle approche internationale du Québec, soit :**

- **renforcer** l'action économique internationale (commerce, investissements, innovation, attraction de talents);
- **utiliser** les réseaux comme puissants leviers économiques (réseaux politiques, d'affaires et institutionnels, diasporas québécoises à l'étranger, diplomatie d'influence et diplomatie économique);
- **moderniser** l'action internationale (nouveaux mécanismes de coordination et de concertation, image de marque, Institut de la diplomatie).

La pertinence du virage économique énoncé dans la VIQ est encore plus manifeste dans le contexte de la pandémie de la COVID-19, dont les conséquences seront profondes pour de nombreuses années à venir. Dans une perspective de restructuration économique mondiale, le Québec affiche une économie diversifiée disposant d'un marché intérieur exigu. Sa relance passera donc largement par les exportations, par son positionnement dans les chaînes de valeur mondiales ainsi que par l'attraction d'investissements et de partenariats étrangers, notamment européens.

Les orientations économiques présentées dans la VIQ, le Plan d'action pour la relance des exportations et plusieurs stratégies sectorielles appellent à une diversification et à un approfondissement des marchés d'exportation et des partenariats internationaux du Québec. L'atteinte de ces objectifs sera favorisée par les relations historiques, riches et matures qu'entretient le Québec avec l'Europe, et par un partage de valeurs communes, telles que la démocratie, l'État de droit, le respect des droits de la personne, de la diversité et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Haut lieu de savoir et de recherche scientifique, l'Europe est composée d'économies innovantes, diversifiées et résilientes. Son territoire recèle ainsi de nombreuses occasions d'affaires et de partenariats pour les entreprises et institutions québécoises dans de multiples secteurs d'intérêt.

Misant sur une nouvelle approche continentale tout en s'appuyant sur la richesse de liens historiques, cette stratégie pour l'Europe identifie les principaux territoires et secteurs prioritaires en fonction des intérêts du Québec. En outre, elle cible des pistes d'action concrètes adaptées au contexte particulier des territoires couverts par les représentations du Québec actives sur le continent européen. Ces pistes d'action visent à permettre à toutes les régions du Québec une croissance bénéfique à leur développement économique, social, culturel et scientifique et à mettre ainsi davantage à profit les atouts du Québec en Europe.

# Cadre stratégique

## L'Europe : une puissance économique innovante<sup>1</sup>

- Avec près de 750 millions d'habitants, soit environ 10 % de la population mondiale, le continent européen compte pour près du quart du PIB de la planète, soit plus de 20 000 G\$ US<sup>2</sup>.
- Grâce à un PIB par habitant moyen d'environ 32 000 \$ US en 2020, les Européens disposent d'un pouvoir d'achat substantiel, ce qui fait de l'Europe l'un des plus importants marchés de consommation au monde.
- Ce continent comprend des économies à forte productivité, qui investissent massivement dans la recherche et l'innovation.
- L'Europe compte une population parmi les plus éduquées et les plus qualifiées au monde, dont un grand nombre de francophones et de francophiles.
- L'Union européenne (UE) est reconnue pour l'établissement de normes ambitieuses, tant sur le plan environnemental que celui des droits sociaux et de la réglementation des marchés.
- Haut lieu du multilatéralisme avec plusieurs grandes institutions ayant leur siège sur son territoire, dont l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Europe exerce une grande influence dans la gouvernance des enjeux mondiaux contemporains.



\*PARIS - Délégation générale du Québec à Paris

- Délégation aux Affaires francophones et multilatérales

- Représentation du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

1 Données du Fonds monétaire international (FMI), avril 2021. Compilation et calculs par la Direction de l'intelligence d'affaires et stratégique (DIAS), ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF).

2 Données du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, *2019 Revision of World Population Prospects*.

## Un réseau de représentations fort et ancré depuis des décennies

Le Québec dispose de **neuf représentations officielles en Europe**, qui couvrent les relations bilatérales et multilatérales, dans six pays prioritaires de l'action internationale du Québec :

- Délégation générale du Québec à Paris (depuis 1961);
- Délégation générale du Québec à Londres (depuis 1962);
- Délégation générale du Québec à Munich et Antenne du Québec à Berlin (depuis 1970);
- Délégation générale du Québec à Bruxelles (depuis 1972);
- Délégation du Québec à Rome (depuis 1965);
- Bureau du Québec à Barcelone (depuis 1999);
- Délégation aux Affaires francophones et multilatérales, basée à Paris (depuis 1994);
- Représentation du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, basée à Paris (depuis 2006).

Le Québec accueille par ailleurs plus de 20 représentations gouvernementales et consulats généraux européens.

# Un continent de possibilités

## Une présence du Québec bien établie et ancrée dans la durée

Le Québec jouit d'une présence forte, étendue et bien ancrée en Europe depuis le début des années 1960. Cette présence, qui a évolué au rythme de la construction et de la modernisation de l'État québécois, lui a permis de tisser, au fil du temps, des relations profondes avec de multiples partenaires européens, et ce, dans divers secteurs d'intérêt communs.

## Un marché mature et diversifié

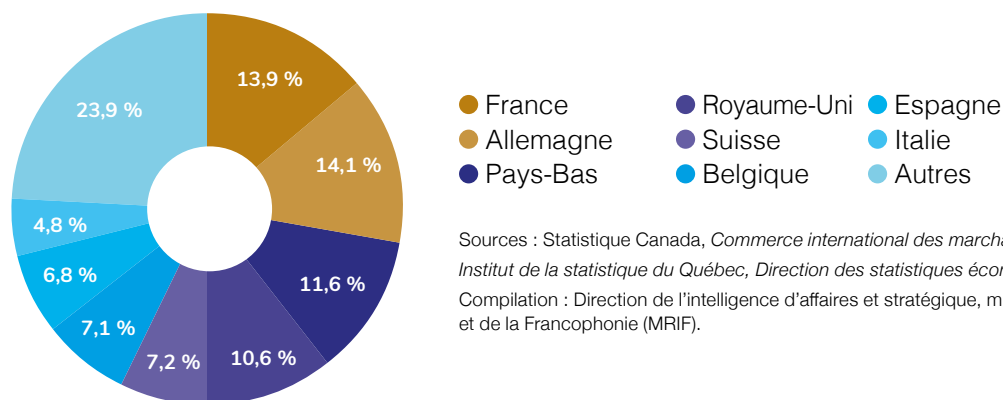
Historiquement, l'Europe représente le **deuxième plus important marché d'exportation pour le Québec**.

Au cours des cinq dernières années, le Québec y a exporté annuellement en moyenne pour 11 G\$ de marchandises et en a importé en moyenne pour 25 G\$, affichant ainsi un déficit commercial considérable avec cette région du monde.

Les exportations du Québec vers le continent européen sont quant à elles diversifiées et composées à un peu plus de 50 % de produits de haute et de moyenne-haute technologies. Il en va de même pour les importations du Québec en provenance de ce territoire.



## Principales destinations des exportations de marchandises du Québec en Europe Répartition de la valeur moyenne de 2017 à 2021



Sources : Statistique Canada, *Commerce international des marchandises et Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques.*

Compilation : Direction de l'intelligence d'affaires et stratégique, ministère de Relations internationales et de la Francophonie (MRIF).

Différents **accords commerciaux**, tels que l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, l'Accord de continuité commerciale Canada-Royaume-Uni (ACCCRU) ainsi que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE)<sup>3</sup> offrent des cadres facilitant le commerce entre le Québec et la plupart des pays européens.



En matière d'exportations de services, comme certains produits culturels, le continent européen, et en particulier la France, représente le premier marché international pour les créateurs québécois. Il est également un partenaire qui, à l'image du Québec, se préoccupe de la préservation de la diversité, de la protection et de la promotion des expressions culturelles. La capacité du Québec à exporter ses productions culturelles en Europe contribue directement à la croissance du secteur culturel québécois et représente un vecteur de rayonnement important.

Par ailleurs, dans un contexte de relance du tourisme mondial, **l'Europe représente un important bassin de visiteurs potentiels** pour le Québec. En 2019, les visiteurs européens ont dépensé au Québec près de 1,2 G\$, ce qui a favorisé la vitalité économique de nombreuses régions<sup>4</sup>. Ce secteur, qui englobe également le tourisme d'affaires et l'accueil d'événements internationaux, joue un rôle important dans le développement économique régional, et fait d'ailleurs l'objet d'une transformation vers un modèle d'affaires plus responsable et durable.

## Une source importante d'investissements étrangers pour le Québec

L'Europe demeure un territoire hautement stratégique pour le Québec en matière d'attraction d'investissements étrangers. En 2020, les investissements européens ont représenté en valeur 49 % des investissements étrangers totaux réalisés au Québec<sup>5</sup>. Si la France est traditionnellement le premier investisseur européen au Québec, d'autres territoires sont aussi porteurs : le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Allemagne, la Suisse, le Benelux, l'Italie et les pays nordiques. Les entreprises européennes disposent par ailleurs du plus grand contingent de filiales étrangères établies sur le territoire québécois<sup>6</sup>.

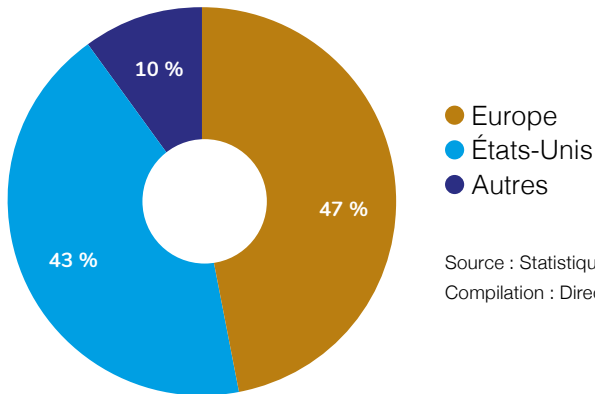
3 L'AELE inclut l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse.

4 Source : Statistique Canada, <https://www.statcan.gc.ca/fr/enquete/menages/5261>.

5 Source : ministère de l'Économie et de l'Innovation.

6 Source : Statistique Canada, *Liens de parenté entre les sociétés*.

## Part du total des filiales d'entreprises étrangères établies au Québec en 2020



Source : Statistique Canada, *Liens de parenté entre sociétés* (2020).  
Compilation : Direction de l'intelligence d'affaires et stratégique, MRIF.

## Une région à l'avant-garde en matière d'innovation et de croissance durable

L'Europe recèle de vastes possibilités en matière de coopération **en recherche, en innovation et en sciences**. Cela tient, en grande partie, à l'importante présence d'universités de haut calibre, d'institutions de recherche, d'entreprises innovantes ainsi que de sources de financement multiples et considérables.

Plusieurs programmes existent pour soutenir la participation de chercheurs et d'entreprises du Québec à des consortiums de recherche européens sous l'égide d'Horizon Europe (principal programme de financement de la recherche et de l'innovation de l'UE), parmi lesquels se trouve le programme de soutien aux organismes de recherche et d'innovation à l'international (PSO-International).

De nombreux regroupements de chercheurs québécois, dont des regroupements sectoriels de recherche industrielle (RSRI) et d'autres, financés par les Fonds de recherche du Québec (FRQ), sont membres de réseaux de recherche européens (ERA-NET).

Par ailleurs, à l'instar du Québec, les institutions européennes ainsi que plusieurs pays de la région s'efforcent de conjuguer des objectifs de **forte croissance économique avec des politiques environnementales ambitieuses et avant-gardistes**. Ces politiques intègrent une action climatique crédible, une protection accrue de la biodiversité, une transition accélérée vers une économie verte et circulaire, et bénéficient souvent d'une large acceptabilité sociale.

De plus, tout autant reconnue comme un créateur de normes ambitieuses (commerciales, environnementales, sanitaires, sociales, etc.), l'UE exerce une grande influence dans la gouvernance des enjeux socio-économiques contemporains, par exemple dans la lutte contre la désinformation par le numérique et la cybersécurité.

# D'importants leviers institutionnels

## Les programmes de coopération bilatérale

Le Québec dispose de plusieurs ententes et mécanismes institutionnels encadrant son action en Europe qui lui permettent de renforcer ses relations bilatérales.

Les **programmes de coopération bilatérale**<sup>7</sup> qu'il entretient avec le continent européen, notamment avec la France, la Bavière et Wallonie-Bruxelles, représentent un instrument unique de son action internationale. Ils permettent en outre de formaliser les liens entre deux gouvernements et animent la relation par le biais de projets concrets réalisés par divers partenaires de la société civile actifs sur le terrain.

Ces coopérations visent principalement les secteurs de la recherche et de l'innovation, du développement économique et entrepreneurial, de l'éducation, de la culture ainsi que de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques.

Concrètement, ce sont en moyenne plus de 200 projets qui sont soutenus annuellement pour un budget d'environ 1,4 M\$.

## Mobilité et jeunesse

Le Québec est signataire, depuis 2008, d'une entente bilatérale avec la France sur la **reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles**, qui a déjà facilité l'accès de plus de 5 500 personnes à 81 professions, fonctions et métiers au Québec et à 64 en France. Fort de cette entente, le Québec poursuit ses démarches visant à faciliter la mobilité professionnelle entre lui et l'Europe, y compris avec la Suisse.

Le gouvernement du Québec est aussi signataire d'ententes favorisant la **mobilité étudiante** avec plusieurs pays et régions d'Europe, notamment avec la France et la Communauté française de Belgique.

Le Québec attire également, dans le cadre d'ententes en matière d'attraction et de rétention d'étudiants étrangers, des élèves internationaux en formation professionnelle issus de certains bassins prioritaires européens. Ces travaux s'arriment avec les besoins de main-d'œuvre des régions du Québec.

En raison de sa contribution importante à l'identification de solutions innovantes aux enjeux mondiaux contemporains, la jeunesse représente un axe transversal prioritaire de l'action du Québec en Europe.

Afin de faciliter et d'encourager la mobilité des jeunes de part et d'autre de l'Atlantique, le Québec peut compter sur :

- des organismes voués à cette mission, soit l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) et l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ), tous deux regroupés sous les Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ);
- des ententes favorisant la mobilité étudiante; et
- un programme de stages au sein des institutions européennes et dans les organisations internationales situées en Europe.

<sup>7</sup> Le Québec entretient 11 programmes de coopération avec des partenaires européens : France, Italie, Région wallonne et Communauté française de Belgique, Bavière, Catalogne, Flandre, British Council, Pays basque, pays de Galles, Bruxelles-Capitale, Conseil nordique des ministres.

Le Québec collabore également avec des partenaires européens dans le cadre d'ententes portant sur le partage d'expertise en matière de gouvernance, de pratiques exemplaires, de politiques publiques et d'innovation sectorielle pour la jeunesse.

## Des relations bien établies sur les plans local et régional

L'assise de l'action internationale du Québec en Europe repose tout autant sur des relations historiques à l'échelle tant locale que régionale, lesquelles évoluent parallèlement aux relations à l'échelon national. En effet, les régions (länder, entités fédérées, villes, métropoles, etc.) ont une capacité d'intervention importante dans plusieurs sphères d'activité, y compris la sphère économique, qui correspondent aux compétences et aux priorités du Québec.

Le Québec est par ailleurs un membre actif de la Conférence des chefs de gouvernement des Régions partenaires, un regroupement multilatéral qui mise sur l'innovation, le développement durable et la jeunesse et dans lequel se trouvent deux partenaires européens, la Bavière et la Haute-Autriche.

Avec la France, le Québec dispose d'un instrument privilégié de coordination des échanges au niveau local et régional : le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD), mis en place en 2005.

Le FFQCD a permis de soutenir 235 projets portés par des villes et municipalités, municipalités régionales de comté (MRC), sociétés de développement économique régional et organismes socio-économiques et culturels répartis dans 12 des 17 régions administratives du Québec. En France, les projets sont portés par les collectivités locales (régions, départements, métropoles et communes).

Les projets du FFQCD sont menés par les acteurs des secteurs du développement économique, de la transition écologique, des services aux citoyens et de la culture. Les retombées concrètes qui leur sont attribuées incluent :

- le développement de nouvelles activités économiques;
- l'amélioration des services aux citoyens et aux entreprises;
- une meilleure gestion de l'environnement;
- la diffusion de nouvelles activités culturelles.

## Pôle majeur de la gouvernance multilatérale et de la Francophonie

Le Québec développe activement des liens avec les nombreuses organisations multilatérales ayant leur siège en Europe, dont l'UNESCO et l'Organisation de coopération et de développement économiques, à Paris, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'OIT, l'OMS, l'Organisation internationale pour les migrations, à Genève, la FAO et le Programme alimentaire mondial, à Rome.

Le Québec est particulièrement engagé au sein de l'OIF, basée à Paris, dont il est membre de plein droit et auquel adhère un grand nombre d'États et de gouvernements européens. La Ville de Québec accueille d'ailleurs le siège de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable et accueillera prochainement la Représentation extérieure de l'OIF pour les Amériques.

L'OIF maintient une représentation officielle auprès de l'UE à Bruxelles, qui a comme priorité de suivre activement le dossier de l'utilisation du français dans les organisations européennes et internationales.

Ainsi, tant l'intensité que la profondeur des liens politiques et institutionnels développés avec les États membres de la Francophonie, et de façon toute particulière avec la France, contribuent au rayonnement et à l'influence du Québec dans plusieurs enceintes multilatérales, tel qu'à l'UNESCO. Par ailleurs, l'Organisation des villes du patrimoine mondial de l'UNESCO (OVPM), dont plus de la moitié sont européennes, est basée à Québec.

Parlée dans de nombreux pays du continent, la langue française fait l'objet d'efforts soutenus afin d'assurer

sa portée et son rayonnement en Europe et à travers le monde, que ce soit en culture, au sein des institutions intergouvernementales ou dans les autres secteurs de la vie courante.

En matière de rayonnement culturel et sociétal, le Québec peut également compter sur la présence d'un réseau dynamique de centres d'études québécoises en Europe.

## Territoires prioritaires



### L'Union européenne : d'importantes occasions à saisir

Avec son marché unique de 27 pays<sup>8</sup>, l'UE représente **le plus grand bloc commercial au monde**. Affichant un PIB combiné d'un peu plus de 15 000 G\$ US en 2020, il s'agit du plus important exportateur de biens manufacturés et de services.

L'UE est aussi une **puissance mondiale en matière de recherche et d'innovation** et l'un des principaux partenaires du Québec en la matière. Le programme-cadre Horizon Europe 2021-2027, doté d'un budget de 95,5 G€, constitue un tremplin d'internationalisation pour les chercheurs et entrepreneurs québécois en leur offrant la possibilité de s'associer à des projets de collaboration à fort impact, à des infrastructures de recherche à grande échelle et à un capital de connaissances important.

L'UE constitue également une **référence mondiale pour l'établissement de normes ambitieuses**, tant sur le plan environnemental que sur le plan des droits sociaux et de la réglementation des marchés.

La conclusion de l'AECG a ouvert l'accès aux **marchés publics européens** (environ 3 300 G\$ par an), dont les pouvoirs publics sont les principaux donneurs d'ordres.

De plus, **l'instrument de relance de l'UE, NextGenerationEU**, qui est doté d'un impressionnant budget de plus de 800 G€, prévoit des investissements massifs pour soutenir les États membres touchés par la pandémie de la COVID-19.



### La France : une relation directe, privilégiée et stratégique

Unique par sa force et sa constance, la relation franco-québécoise transcende les époques et les allégeances partisans grâce à son caractère « direct et privilégié », qui consiste en une communication sans interférence établie entre les deux gouvernements au moyen d'un dispositif diplomatique singulier, dont sont partie prenante la Délégation générale du Québec à Paris et le Consulat général de France à Québec.

Cette relation stratégique d'État à État concourt fortement à l'influence internationale du Québec. Les liens politiques forts et exceptionnels du Québec avec la France peuvent lui servir de levier dans la conduite générale de son action internationale, sur les plans tant multilatéraux que bilatéraux.

Les Rencontres alternées des premiers ministres québécois et français (RAPM) sont la manifestation la plus aboutie et la plus fondamentale du volet politique de la relation Québec-France. Depuis 1977, ces rencontres fixent les orientations d'une relation bilatérale encadrée d'un important et solide dispositif administratif.

<sup>8</sup> Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Suède.

De surcroît, le Québec et la France sont des alliés historiques sur la scène internationale quant à la défense de projets, de valeurs et d'ambitions communes. Cette relation a d'ailleurs permis au Québec de jouer un rôle majeur dans des dossiers tels que la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, les négociations de l'AECG et la reconnaissance du rôle des États fédérés dans la lutte contre les changements climatiques dans l'Accord de Paris de 2015. Plus récemment, la solidarité franco-québécoise dans la protection de la liberté d'expression s'est manifestée dans la création d'une chaire de recherche sur cet enjeu contemporain.

Le Québec a également entrepris, avec la France, un chantier conjoint visant à favoriser la « découvrabilité<sup>9</sup> » des contenus culturels et scientifiques francophones en ligne afin de s'assurer de leur disponibilité et de leur capacité à être repérés parmi un vaste ensemble d'autres ressources numériques. Ces travaux ont notamment permis l'adoption d'une stratégie commune France-Québec en matière de culture.

Les relations franco-québécoises se démarquent également par l'ampleur et la qualité des collaborations depuis près de soixante ans en matière d'éducation. L'un des exemples récents les plus significatifs est le Chantier France-Québec, qui désigne plusieurs collaborations d'envergure avec la France, notamment la création d'écoles franco-québécoises.

Sur le plan économique, si le Québec affiche un solde commercial négatif avec la France, il n'en reste pas moins qu'il reçoit une part importante de l'investissement étranger français en Amérique du Nord. Leur géographie, leur proximité culturelle et technologique ainsi que leur intégration respective à deux ensembles économiques majeurs favorisent les échanges économiques entre les deux territoires.

La coopération économique franco-québécoise est soutenue par un groupe de travail distinct, soit le Groupe franco-québécois de coopération économique (GFQCE), qui fait siennes les priorités économiques inscrites au Relevé des décisions des RAPM.

Le Québec s'intéresse de près à la mise en œuvre par le gouvernement français de la stratégie France 2030, laquelle s'inscrit en continuité avec le plan France Relance doté d'un budget de 100 G€. En effet, ce plan d'investissement totalisant 30 G€ supplémentaires vise des secteurs stratégiques pouvant générer des occasions d'affaires pour le Québec, dont l'hydrogène vert, l'électrification des transports et l'aéronautique.

La France constitue par ailleurs le premier marché touristique outre-mer du Québec, avec 609 M\$ de dépenses générées au Québec en 2019.



## L'Allemagne et la Suisse : forces d'innovation

L'Allemagne est l'une des grandes puissances commerciales mondiales et la première économie européenne. En 2020, elle était le premier partenaire commercial du Québec en Europe et le troisième au monde. Le Québec a établi avec ce pays d'excellentes relations politiques, économiques et culturelles, au niveau fédéral comme avec certains États fédérés prioritaires, dont la Bavière, Hambourg, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la Saxe et le Bade-Wurtemberg.

La science, la recherche et l'innovation comptent parmi les plus importants axes de développement de l'Allemagne grâce à la mobilisation d'acteurs de différents milieux : universités, organismes publics, gouvernements nationaux et régionaux, entreprises. Le pays figure en tête des économies les plus innovantes au monde, de même que la Suisse.

L'Allemagne représente un potentiel énorme pour les entreprises québécoises, en particulier en raison de son important bassin de manufacturiers, dont les grands constructeurs automobiles, et de sa forte demande en minéraux stratégiques. L'Allemagne a également publié en 2020 sa stratégie sur l'hydrogène, dotée de 9 G€, dont 2 G€ destinés à des collaborations internationales. Le territoire présente des occasions d'affaires et de partenariats dans les domaines de la transition énergétique, de la mobilité durable, de la filière batterie, du jeu vidéo, du manufacturier innovant, de la santé ainsi que de l'intelligence artificielle (IA) et des sciences quantiques.

9 Le terme « découvrabilité » réfère à la disponibilité d'un contenu en ligne et à sa capacité à être repéré parmi un vaste ensemble d'autres contenus, en particulier par une personne qui n'en faisait pas précisément la recherche. À l'ère du numérique, l'enjeu de la découvrabilité est crucial pour faire rayonner les contenus culturels francophones à l'échelle internationale.

Une loi sur les chaînes d'approvisionnement a d'ailleurs récemment été introduite en Allemagne. À partir de 2023, elle obligera les compagnies à observer des standards élevés dans leurs chaînes d'approvisionnement, notamment sur les plans du respect des droits de la personne et de la protection de l'environnement. Considérant ses standards élevés en la matière, le Québec pourrait ainsi se positionner avantageusement auprès de ces dernières.

La Suisse, quant à elle, occupe le troisième rang du classement des économies les plus compétitives du monde et le troisième rang mondial en matière d'innovation en 2020. Les investissements suisses génèrent plus de 11 000 emplois au Québec, la plupart dans des secteurs de haute technologie. La Suisse est également le cinquième pays de contrôle de sociétés étrangères au Québec avec plus de 100 établissements.



## Le Benelux : au cœur de l'Europe

Les trois pays formant le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) sont dynamiques et novateurs dans de nombreux secteurs d'intérêt pour le Québec. Le Benelux représente également une porte d'entrée sur le continent européen avec deux des plus grands ports d'Europe (Rotterdam et Anvers) et abrite certaines des principales institutions européennes (Bruxelles, Luxembourg).

En Belgique, le Québec entretient des relations plus poussées avec les entités fédérées de Belgique que sont les régions (Flandre, Wallonie et Bruxelles-Capitale) et les communautés (principalement la Communauté française de Belgique). Ces dernières disposent de compétences semblables à celles du Québec, dont celle d'agir sur la scène internationale et de signer des ententes avec d'autres entités gouvernementales.

Fort de sa situation de plaque tournante logistique ainsi que de l'importance et de la diversité de son tissu industriel, le Royaume des Pays-Bas constituait en 2020 la première destination des exportations québécoises de marchandises en Europe et son quatrième client international.

Parmi les principaux domaines que le Québec souhaite développer aux Pays-Bas figurent le secteur maritime, l'hydrogène vert et les autres énergies vertes, l'électrification des transports, l'agroalimentaire, l'industrie biomédicale et la recherche nordique, celle-ci étant capitale pour un pays situé sous le niveau de la mer et pour qui les changements climatiques et la montée des eaux constituent une menace concrète. Quant au Luxembourg, les secteurs de coopération les plus prometteurs sont la recherche et l'innovation, l'enseignement supérieur et l'aérospatiale.



## Le Royaume-Uni : vers un nouveau positionnement mondial

Le Royaume-Uni (R.-U.) est l'un des principaux partenaires économiques du Québec dans le monde, à la fois pour le commerce et l'investissement.

Le Québec entretient des relations diversifiées auprès des régions britanniques – en particulier avec l'Écosse et le pays de Galles.

À la suite du départ du R.-U. de l'UE (Brexit), le Canada et le R.-U. ont conclu l'Accord de continuité commerciale Canada–Royaume-Uni (ACCCRU), ce qui permet de préserver l'accès privilégié des entreprises québécoises au marché du R.-U. En mars 2022, les parties ont annoncé officiellement le début des négociations d'un accord commercial bilatéral global et permanent.

Dans la foulée du Brexit, le gouvernement britannique cherche à se positionner comme chef de file mondial en matière de commerce, d'innovation et de recherche scientifique, doublant notamment ses investissements en recherche et développement entre 2018 et 2027. Alors que le gouvernement britannique privilégie le renforcement de la collaboration au sein du Commonwealth, ce nouveau positionnement mondial pourrait se traduire en occasions d'affaires et de partenariats pour les entreprises et institutions québécoises.

En novembre 2020, le gouvernement britannique a présenté un plan de relance pour une révolution industrielle verte, lequel vise à créer et à maintenir jusqu'à 250 000 emplois verts et hautement qualifiés. D'ici 2030, le plan mobilisera jusqu'à 12 G£ (près de 21 G\$) d'investissements publics et stimulera quelque trois fois plus d'investissements provenant du secteur privé. Ce plan couvre entre autres les secteurs de l'énergie, de la construction, des transports, des technologies innovantes, en plus de prévoir l'atteinte de la carboneutralité d'ici 2050.

De plus, la politique étrangère du R.-U., « Global Britain », l'a amené à renforcer ses partenariats avec les pays en dehors de l'UE, ceci pouvant permettre au Québec de se positionner comme porte d'entrée sur l'Amérique du Nord pour les entreprises britanniques. Les principaux secteurs d'intérêt pour le Québec au R.-U. sont le commerce et l'investissement (aéronautique, technologies environnementales, produits forestiers, miniers et bioalimentaires), la lutte contre les changements climatiques et la décarbonation de l'économie, la recherche et l'innovation (hydrogène vert, sciences quantiques, IA, santé et sciences de la vie); et la culture.



## **L'Italie et l'Espagne : des partenaires historiques à fort potentiel**

L'Italie, deuxième économie manufacturière européenne après l'Allemagne, est un partenaire économique important du Québec depuis des décennies. Sa structure industrielle et son écosystème développé de recherche et d'innovation présentent une forte complémentarité avec les activités des entreprises québécoises, notamment dans des secteurs clés tels que l'aérospatiale, les technologies de l'information et des communications (TIC), l'IA, les sciences de la vie et les technologies propres. Le Québec a ainsi développé des liens étroits avec certaines régions innovantes, telles que la Lombardie et l'Émilie-Romagne.

Pour les entrepreneurs italiens, le Québec demeure un lieu d'investissements attractif, alors que près de 50 filiales d'entreprises italiennes y sont établies. L'importance de la communauté italienne au Québec représente par ailleurs un atout unique pour le développement de partenariats avec ce pays.

Le Plan national de relance et de résilience (PNRR), doté d'un budget de plus de 222 G€, la part importante du Plan de relance NextGenerationUE (209 G€) dévolue à l'Italie et la tenue des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina en 2026 constituent un important potentiel sur le plan des occasions d'affaires pour le Québec.

En Espagne, les liens avec le Québec se sont historiquement concentrés en Catalogne. Dans les dernières années, dans une optique de diversification des marchés, des efforts ont également été consacrés à d'autres régions espagnoles, dont principalement les communautés autonomes de Madrid et du Pays basque. En 2020, le Québec comptait pour un tiers des échanges commerciaux entre le Canada et l'Espagne.

Après l'Italie, l'Espagne est le deuxième plus important bénéficiaire des fonds NextGenerationEU. Les deux principaux objectifs ciblés par l'État espagnol dans le cadre de sa stratégie de relance seront la transition écologique et la transition numérique, dans une optique de cohésion économique et sociale. Des secteurs d'intérêt pour le Québec y sont ciblés, comme l'électrification des transports, l'hydrogène vert, l'agriculture durable, l'IA, l'industrie aérospatiale et la modernisation du système de santé.



# Marchés à explorer



## Initiative nordique : des similarités à exploiter en Europe du Nord



Les pays nordiques – Suède, Norvège, Finlande, Danemark et Islande – sont des partenaires de choix pour le Québec, non seulement sur le plan économique, mais également sur les plans sociétal, politique et environnemental grâce à l'avant-gardisme de certaines politiques adoptées par ces États.



Ces pays sont reconnus pour leur compétitivité économique, sont des leaders en ce qui a trait à l'intensité de leurs investissements en recherche et développement en fonction de leur PIB, sont classés parmi les économies les plus innovantes au monde, en plus d'être fortement intégrés aux chaînes de valeur européennes.



Le Québec et ces pays nordiques partagent des valeurs et ambitions communes en ce qui concerne la gouvernance démocratique, les droits de la personne, l'égalité entre les femmes et les hommes, la nordicité, les relations avec les Premières Nations et les Inuits, le développement durable, la lutte contre les changements climatiques et la décarbonation de l'économie.

À l'instar du Québec, ces pays nordiques sont également reconnus pour combiner avec succès une forte croissance économique et des politiques sociales et environnementales ambitieuses et avant-gardistes, lesquelles permettent non seulement une action climatique, une protection accrue de la biodiversité et une transition accélérée vers une économie verte et circulaire, mais bénéficient aussi d'une large acceptabilité sociale.

Compte tenu de la communauté de valeurs et d'intérêts entre le Québec et ces pays nordiques, ces derniers présentent des occasions d'affaires, de partenariats et d'échanges de meilleures pratiques considérables dans les domaines du commerce, de l'investissement, de la santé, des arts et de la culture ainsi que de l'innovation dans des secteurs de pointe, comme les sciences de la vie, l'IA, la construction en bois et les sciences minières et forestières.

Le Québec entretient d'ailleurs depuis 2013 une coopération avec le Conseil nordique des ministres, organisation internationale gouvernementale, et s'implique activement auprès de l'Assemblée de l'Arctic Circle.

Fort de ce constat, le Québec a développé une démarche de positionnement auprès des pays nordiques, **l'Initiative nordique**, afin d'exploiter ce potentiel, dont les principaux objectifs sont les suivants :

- Diversifier les marchés et les relations du Québec vers des territoires sous-exploités à fort potentiel, notamment en matière de partenariats bilatéraux et de recherche et d'innovation;
- Promouvoir les exportations québécoises et attirer des investissements directs étrangers sur le territoire québécois;
- Positionner stratégiquement le Québec sur le thème de l'économie verte et de l'électrification, notamment dans le secteur des transports.

## Europe centrale : une région en forte croissance

Les pays d'Europe centrale offrent des occasions permettant de diversifier le portefeuille des exportations pour les entreprises québécoises. Une grande partie des pays de la région connaissent une croissance plus élevée que la moyenne européenne et plusieurs d'entre eux jouissent également d'avantages et de protections de l'UE, ne serait-ce qu'en matière de libre-échange avec l'AECG. Des analyses sont en cours pour mieux évaluer le potentiel de la région, et ce, à la lumière de l'évolution de la situation géopolitique internationale.

# Axes d'intervention et priorités sectorielles

**Les axes d'intervention retenus dans le cadre de la Stratégie territoriale pour l'Europe découlent des intérêts stratégiques présentés dans la section précédente et se déclinent en priorités sectorielles selon une nouvelle approche continentale.**

Ainsi, bien que les efforts exhibés soient concentrés dans les territoires prioritaires couverts par les représentations du Québec en Europe, la poursuite d'objectifs communs favorisera le développement de synergies au sein de ce réseau en plus de faciliter l'identification d'occasions dans les autres territoires à fort potentiel.



## Axe 1 – Mieux positionner le Québec dans les chaînes de valeur européennes

Plus que jamais, le Québec entend profiter des accords commerciaux en vigueur comme l'interface qui lui permettra de développer davantage ses échanges commerciaux avec l'Europe. Il pourra ainsi bénéficier des occasions d'affaires que représentent les marchés publics, les plans de relance nationaux et les politiques de reprise économique portées par l'UE.

### Commerce

En ce qui a trait à l'appui aux exportations, les marchés géographiques européens prioritaires pour le Québec sont l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, suivis du Benelux, de l'Espagne et de l'Italie. Des démarches proactives et des appuis significatifs sont réalisés sur ces marchés, alors que les entreprises québécoises sont accompagnées au cas par cas sur les autres marchés géographiques européens. Les marchés prioritaires font l'objet de plans d'action adaptés à leur réalité, se déclinant en divers objectifs, tels que :

- Soutenir les secteurs les plus importants, vecteurs de croissance;
- Mettre en contact les fournisseurs québécois avec les grands donneurs d'ordres;
- Solliciter les décideurs des grands projets;
- Créer une relation privilégiée avec les partenaires clés;
- Poursuivre les services liés aux acquisitions et aux implantations;
- Soutenir les entreprises québécoises déjà implantées sur le territoire européen.

En matière d'exportation, les secteurs prioritaires en Europe pour les entreprises québécoises sont les suivants :

- Aérospatiale;
- Construction et infrastructures;
- Énergie/ressources naturelles;
- Produits forestiers;
- Produits et services environnementaux;
- Technologies vertes;
- Industries créatives;
- Santé/sciences de la vie;
- Sécurité;
- Technologies de l'information et des communications (TIC);
- Transport;
- Bioalimentaire.

À l'aube du cinquième anniversaire de l'AECG, il apparaît encore plus opportun de se doter des ressources nécessaires pour tirer davantage profit de cet accord et compléter la mise en œuvre de certains de ses volets. Le rôle que joue la Délégation générale du Québec à Bruxelles (DGQB) auprès des institutions européennes, particulièrement la Commission européenne, sera bonifié afin de mieux servir les intérêts économiques du Québec pour l'ensemble de l'UE.

## Investissement

Les secteurs stratégiques suivants font l'objet d'une prospection active du Québec en Europe :

- TIC (développement de logiciels, technologies financières, cybersécurité, IA, multimédia, sciences quantiques);
- Aérospatiale;
- Agroalimentaire;
- Sciences de la vie;
- Batteries;
- Transports et logistique.

Les deux secteurs stratégiques suivants font quant à eux l'objet d'une prospection ciblée :

- Hydrogène;
- Innovation dans le secteur des produits forestiers (ex. : bioproduits issus de la biomasse forestière).

Par ailleurs, les sols du Québec présentent un fort potentiel d'investissement de la part des entreprises européennes dans la perspective de l'exploitation de terres rares et de divers minéraux d'avenir, comme le cuivre, le graphite, le niobium, le zinc, le cobalt, le nickel, le titane, le lithium et le vanadium.

## Offre bioalimentaire

En 2020, l'industrie bioalimentaire représentait 7 % du PIB du Québec, 11 % des emplois et 11,5 % des exportations totales québécoises. Le Québec compte plus de 30 000 entreprises agricoles et de transformation alimentaire. L'incidence régionale du secteur agricole est de plus en plus manifeste et se répercute sur de nombreux travailleurs, entrepreneurs et exploitant agricoles de toutes les régions du Québec.

L'Europe représente un marché d'intérêt certain pour l'exportation dans le cadre de la Politique bioalimentaire 2018-2025, que ce soit pour les fèves de soja et d'autres produits distinctifs, comme ceux de l'érable, des pêcheries, des petits fruits ou pour certains produits du porc.

Les produits québécois pourraient d'ailleurs jouir d'un meilleur positionnement sur les marchés européens, réputés pour être exigeants, grâce au Plan d'agriculture durable 2020-2030 dont s'est doté le Québec, lequel vise la réduction de l'utilisation des pesticides de synthèse.

## Commerce des services et économie numérique

Bien que difficilement mesurable, le commerce de services, notamment informatiques, apparaît comme un important créneau d'exportations pour le Québec vers la grande majorité des pays européens, si l'on considère à la fois l'expertise québécoise en la matière, la forte demande pour ce type de services dans ces pays et la rareté de la main-d'œuvre spécialisée en TIC qui prévaut dans plusieurs marchés.

La croissance anticipée des échanges commerciaux numériques au cours des prochaines années et l'avancement des économies européennes sur ce plan en font un marché d'exportation et d'attraction des technologies numériques unique pour le Québec.

## Tourisme

Le tourisme se classait, en 2019, au troisième rang des produits d'exportation<sup>10</sup>. Le Québec dispose d'atouts attractifs : son territoire spectaculaire, son accueil généreux et sa culture créative. Les vols réguliers et directs vers plusieurs capitales européennes constituent aussi des incitatifs importants. Les touristes européens constituent des visiteurs de première importance pour le Québec, également considéré comme destination privilégiée en Amérique du Nord pour l'accueil de congrès et d'événements internationaux.

---

<sup>10</sup> Source : ministère du Tourisme du Québec, <https://www.quebec.ca/tourisme-et-loisirs/services-industrie-touristique/etudes-statistiques/portrait-industrie-touristique>.

## MESURES ASSOCIÉES À L'AXE 1 – MIEUX POSITIONNER LE QUÉBEC DANS LES CHÂÎNES DE VALEUR EUROPÉENNES

### Développer une véritable approche continentale

- 1.1 Poursuivre le développement d'une approche continentale concertée par la mise en place de groupes interministériels d'actions sectorielles, permettant de maximiser les retombées positives de la diplomatie économique du Québec sur le marché européen.
- 1.2 Doter la Délégation générale du Québec à Bruxelles des ressources et de l'expertise nécessaires pour assurer la promotion et la défense des intérêts du Québec auprès de la Commission européenne, notamment en matière d'accès aux marchés publics et d'ajustement carbone aux frontières de l'UE.
- 1.3 Développer les capacités de suivi et d'analyse de la Délégation générale du Québec à Bruxelles quant aux effets de la réglementation européenne sur l'accès aux marchés et de l'ajustement carbone aux frontières de l'UE, et améliorer le partage de ces informations aux délégations européennes concernées ainsi qu'aux acteurs de l'exportation au Québec.

### Contribuer à augmenter le commerce transatlantique profitant des accords de commerce

- 1.4 Participer activement aux différents comités Canada-UE de mise en œuvre de l'AECG.
- 1.5 Appuyer des initiatives de promotion et développer des outils spécifiques afin de sensibiliser les entreprises québécoises aux occasions d'affaires liées aux accords de commerce, dont l'AECG, et déployer une offre spécifique de services d'accompagnement pour les entreprises québécoises comportant un volet développement des connaissances et des pratiques d'affaires en Europe, notamment en ce qui concerne l'accès aux marchés publics et aux grands donneurs d'ordres.
- 1.6 Faire valoir les intérêts des acteurs québécois de l'exportation lors des négociations en vue de la conclusion d'un accord commercial global et permanent entre le Canada et le Royaume-Uni.

### Améliorer la promotion des grandes filières industrielles du Québec en soutien à l'exportation et à l'attraction d'investissements étrangers

- 1.7 Mettre en valeur les créneaux d'excellence industriels québécois particulièrement porteurs sur le continent européen, dont l'aéronautique, le bioalimentaire et l'IA, le secteur minier, les produits forestiers, l'électrification des transports, le maritime et les énergies propres.
- 1.8 Renforcer les initiatives promotionnelles dans le secteur du tourisme, y compris le tourisme d'affaires.

### Diversifier les relations et décentraliser l'action du Québec en Europe

- 1.9 Développer et renforcer les liens politiques et économiques avec des acteurs nationaux, régionaux et locaux québécois et européens, entre autres grâce à la mise en place de nouveaux programmes de coopération.
- 1.10 Mettre en œuvre l'Initiative nordique du Québec dans les pays d'Europe du Nord afin de mieux profiter de leur potentiel en y menant des missions et des rencontres exploratoires.



## Axe 2 – Multiplier les partenariats en recherche et propulser l'innovation québécoise en Europe

L'écosystème québécois en TIC, en IA et en technologies quantiques est jeune, diversifié et dynamique. Principalement composé de jeunes pousses, il est soutenu par un grand nombre d'incubateurs et d'accélérateurs d'entreprises. Le secteur se démarque principalement dans les domaines du jeu vidéo, de la recherche et des services de consultation, de l'édition logicielle, des services informatiques, des services de télécommunication, du transport, de la logistique et des chaînes d'approvisionnement, du commerce de détail ainsi que des services financiers.

L'Europe compte plusieurs grandes entreprises qui évoluent dans les secteurs d'excellence du Québec. Ces entreprises sont réceptives à l'utilisation de l'IA dans leurs processus de production et s'appuient de plus en plus sur des *startups* dans leurs stratégies d'innovation. La crise sanitaire a accentué, pour les grands industriels européens, la nécessité de rendre les processus plus efficaces, notamment par l'adoption des TIC et de l'IA, ce qui peut constituer des occasions d'affaires pour les entreprises québécoises de toutes tailles.

**Horizon Europe** est le principal programme-cadre de financement de la recherche et de l'innovation de l'UE. Il s'appuie sur trois axes, soit l'excellence scientifique, les problématiques mondiales et la compétitivité industrielle européenne ainsi que l'Europe innovante. Ce programme est ouvert aux chercheurs et aux innovateurs non européens qui sont encouragés à faire équipe avec des partenaires de l'UE, et ce, de différentes manières, telles que par la participation aux appels conjoints ou aux activités de jumelage.

### Innovation, recherche et éducation

Les principaux secteurs stratégiques de collaboration en matière de recherche, de sciences et d'innovation soutenus par le Québec en Europe sont les sciences de la vie, les villes/régions et ports intelligents, la science quantique, la transition énergétique, les batteries, l'hydrogène vert, l'électrification des transports, la recherche aérospatiale, les matériaux avancés et le manufacturier innovant. Le Québec entend d'ailleurs y promouvoir activement ses zones d'innovations afin d'attirer chercheurs, talents, investisseurs et autres partenaires européens.

Les chercheurs et entrepreneurs québécois peuvent participer à des projets collaboratifs avec des partenaires européens par le biais des programmes-cadres de recherche, comme Horizon Europe, EUREKA ou COST.

#### **Le Québec, un leader mondial de l'IA**

L'écosystème québécois de l'intelligence artificielle figure parmi les plus dynamiques au monde avec de nombreux centres de recherche et d'expertise de renommée internationale, tels l'Institut de valorisation des données (IVADO), l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (OBVIA), l'Institut québécois d'intelligence artificielle (MILA), etc. Le Québec a su se positionner comme étant l'un des pionniers de l'IA éthique et responsable. De plus, il accueille le Centre d'expertise international de Montréal pour l'avancement de l'IA (CEIMIA), lancé dans le cadre du Partenariat mondial sur l'intelligence artificielle (PMIA). Il s'agit de l'un des deux centres d'expertise, avec celui de Paris, qui collaborera avec le secrétariat du PMIA, hébergé à l'OCDE.

Le secteur québécois de l'IA regroupe dorénavant près de 20 000 emplois directs sur le territoire québécois. De 2018 à 2020, plus de 1,7 G\$ ont été investis en capital de risque dans de jeunes entreprises québécoises de ce secteur.

L'important réseau européen développé par les universités québécoises, notamment par le truchement d'ententes

de cotutelle, de codiplomation, de recherche et de plusieurs autres types de partenariats institutionnels, donne accès à divers programmes de recherche et d'innovation européens.

En 2021, les universités québécoises entretenaient ainsi des partenariats avec des centaines d'établissements d'enseignement européens, dont près de la moitié sont situés en France. Les partenariats actifs en Europe contribuent au renforcement de liens d'affaires entre les établissements, à la mobilité enseignante et étudiante et au partage des savoirs dans un contexte de mondialisation.

Les établissements d'enseignement québécois ont certains créneaux d'excellence semblables à ceux des pays européens, comme la foresterie, les sciences de la mer, le développement régional, la nordicité, l'environnement et l'IA.

L'adhésion des établissements universitaires et collégiaux et des centres collégiaux de transfert de technologie aux grappes d'entreprises (*clusters*) européennes permet d'envisager de nouveaux partenariats (années préparatoires, codiplomation, parcours internationaux) entre les établissements québécois et les pays européens.

Les ressortissants européens, dont une forte majorité d'étudiants français, représentent 40 % des étudiants internationaux au Québec inscrits à l'université, et 21,5 % de ceux inscrits au collégial, ce qui contribue de manière significative au dynamisme du réseau de l'enseignement supérieur au Québec.

En matière d'éducation, il existe également plusieurs thèmes d'intérêt mutuel entre le Québec et l'Europe, dont la réussite éducative – notamment en contexte pandémique – l'éducation préscolaire, la valorisation de la profession enseignante, l'enseignement numérique ainsi que les pratiques pédagogiques innovantes; ces deux dernières thématiques ayant également pris une importance accrue depuis le début de la crise sanitaire.

Enfin, les pays européens sont des chefs de file dans plusieurs domaines de la santé et des services sociaux, et leurs systèmes sont souvent décrits comme étant parmi les plus performants au monde. Certains pays européens sont particulièrement avancés pour la gestion de l'accès aux données et les considérations éthiques s'y rapportant, et peuvent offrir un banc d'essai, voire une source d'inspiration pour les innovations québécoises.

## MESURES ASSOCIÉES À L'AXE 2 – MULTIPLIER LES PARTENARIATS EN RECHERCHE ET PROPULSER L'INNOVATION QUÉBÉCOISE EN EUROPE

### **Promouvoir les créneaux d'excellence et les regroupements sectoriels de recherche industrielle**

- 2.1 Promouvoir les zones d'innovation du Québec et les maillages entre écosystèmes scientifiques et industriels québécois et européens.
- 2.2 Favoriser le maillage et les projets collaboratifs entre acteurs locaux et régionaux québécois et européens dans la perspective du développement d'infrastructures urbaines, portuaires et aéroportuaires intelligentes et durables.
- 2.3 Poursuivre l'accompagnement des PME, jeunes pousses (*startups*) et autres organismes d'innovation dans leur phase de précommercialisation sur le marché européen.

### **Appuyer le développement de partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur, les centres collégiaux de transfert de technologie et les fonds de recherche québécois et européens**

- 2.4 Faciliter l'accès des chercheurs québécois aux programmes de recherche nationaux et européens, notamment par la mise sur pied de projets et d'appels à projets conjoints.
- 2.5 Encourager les partenariats visant l'échange de pratiques éducatives innovantes avec les pays européens réputés dans ce domaine.

### **Poursuivre le déploiement d'une diplomatie économique et scientifique**

- 2.6 Sensibiliser les acteurs stratégiques québécois aux occasions favorables en recherche et en innovation sur le territoire européen, notamment dans le cadre du programme Horizon Europe.
- 2.7 Développer de nouveaux marchés et réseaux de recherche, notamment en soutenant les efforts du scientifique en chef et de l'innovateur en chef du Québec.
- 2.8 Renforcer et accroître les échanges et les partenariats en matière de santé, y compris les domaines liés à la santé numérique, l'IA, la résilience des systèmes, le développement des soins à domicile, le vieillissement et la santé des personnes âgées, l'innovation dans les milieux d'hébergement et de soins de longue durée ainsi que le recrutement et la rétention de la main-d'œuvre.





## Axe 3 – Se positionner comme un partenaire de choix en matière d’environnement et de développement économique durable

Le Québec ainsi que plusieurs pays et gouvernements d'Europe partagent une vision commune à l'égard de la transition climatique comme un levier majeur de développement économique. Ils se sont dotés d'objectifs ambitieux en matière de carboneutralité et de protection de la biodiversité. En ce sens, l'Europe est un partenaire incontournable pour le Québec dans ce secteur et représente des pistes de collaboration et des occasions d'affaires concrètes pour les entreprises et institutions québécoises.

Le Québec peut également collaborer avec plusieurs partenaires européens au sein de forums internationaux en matière d'environnement, de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité. En effet, l'Union européenne a annoncé en décembre 2019 son Pacte vert, soit sa stratégie de croissance visant à « mettre l'Europe sur les rails de la transition vers une économie neutre pour le climat, juste et prospère, dotée d'une économie moderne, compétitive et efficace dans l'utilisation des ressources ».

Avec ses nombreuses initiatives d'envergure en matière de lutte contre les changements climatiques, dont son système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre (SPEDE), ses expertises diverses et la volonté affichée dans le cadre du Plan pour une économie verte 2030, le Québec est reconnu comme un leader sur le plan environnemental en Amérique du Nord et se positionne ainsi avantageusement par rapport à d'autres compétiteurs internationaux.

Il existe de nombreux secteurs prioritaires en développement à la fois au Québec et en l'Europe, dont l'hydrogène vert, les transports durables et intelligents, les villes, ports et aéroports intelligents et le secteur des batteries.

Parmi les grandes politiques et les programmes à surveiller en Europe sur le plan environnemental, le Québec entend porter une attention particulière aux secteurs suivants :

- Tarification du carbone;
- Électrification des transports;
- Protection de la biodiversité;
- Économie circulaire;
- Politiques climatiques de mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a lancé en février 2021 le Plan d'action pour un tourisme responsable et durable, qui vise à renforcer la position du Québec comme destination touristique responsable et durable. Avec ce plan, le Québec veut favoriser la transition vers un tourisme aux pratiques plus respectueuses de l'environnement et des communautés. Il entend s'assurer que les populations locales bénéficient des retombées favorables du tourisme et que les entreprises touristiques répondent aux attentes d'une clientèle de plus en plus soucieuse de son empreinte écologique, telle que la clientèle européenne, à la recherche d'expériences touristiques authentiques. Des échanges avec certains États européens en matière de tourisme durable ont été amorcés.

Le Grand Nord du Québec, les forêts, le réseau des parcs nationaux du Québec, les montagnes, les lacs, les réservoirs, les rivières et les rives du fleuve Saint-Laurent offrent un vaste choix pour les amateurs de plein air à la recherche d'une expérience authentique et respectueuse de l'environnement. Cette aventure nature se conjugue avec une culture haute en couleur et riche de traditions portées par les Premières Nations et les Inuits qui habitent le territoire.

## **MESURES ASSOCIÉES À L'AXE 3 – SE POSITIONNER COMME UN PARTENAIRE DE CHOIX EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE**

### **Promouvoir les atouts environnementaux du Québec en Europe**

- 3.1 Mieux faire connaître les atouts environnementaux du Québec, comme son électricité de sources renouvelables à plus de 99 %, la rigueur de ses normes environnementales ainsi que son leadership en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité.
- 3.2 Promouvoir les politiques et pratiques québécoises innovantes en matière de développement économique durable, dont le Plan pour une économie verte 2030, le marché du carbone et la nouvelle vision maritime du gouvernement du Québec, Avantage Saint-Laurent.
- 3.3 Faire connaître et encourager le partage d'expertise en matière de développement des zones industrialo-portuaires et des pôles logistiques de même que sur le plan de l'atténuation des impacts de la navigation sur les écosystèmes.

### **Saisir les occasions d'affaires liées aux technologies propres qui mettent à contribution les atouts du Québec**

- 3.4 Accompagner les entreprises québécoises du secteur des technologies propres et environnementales sur les marchés européens.
- 3.5 Accroître les partenariats et encourager les échanges d'expertise avec l'Europe en matière d'électrification des transports, notamment dans la filière batterie, dans une perspective de relance économique verte.
- 3.6 Valoriser et positionner l'expertise du Québec sur les enjeux arctiques et maritimes en Europe.

### **Encourager le tourisme responsable et durable**

- 3.7 Promouvoir les attraits naturels du Québec ainsi que le tourisme responsable et durable et favoriser le partage d'expertise dans ce domaine.



## Axe 4 – Favoriser la mobilité internationale entre le Québec et l'Europe

Le Québec et l'Europe font face à des enjeux similaires en matière de rareté de la main-d'œuvre. Construction, TIC, santé, assurances, éducation à la petite enfance, enseignement primaire et secondaire, orthopédagogie, orthophonie, sciences infirmières, ingénierie sont quelques exemples de secteurs pour lesquels les travailleuses sont très recherchés dans le marché de l'emploi au Québec et qui nécessitent une main-d'œuvre qualifiée, laquelle est relativement abondante en Europe.

Le Québec déploie ainsi ses efforts de prospection de candidats à l'immigration sur le territoire de l'Union européenne, de l'AELE (Norvège, Islande, Suisse et Liechtenstein), du Royaume-Uni ainsi que de pays de l'Europe de l'Est. Il priorise les territoires francophones et francophiles, tels que la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie. Il développe de nouveaux partenariats avec des territoires prometteurs, notamment au Portugal, en Espagne, en Roumanie et en Bulgarie.

Afin de répondre aux besoins de main-d'œuvre, le gouvernement du Québec a également annoncé des mesures structurantes pour la reconnaissance des compétences des personnes immigrantes. Douze professions et métiers ont été ciblés de façon prioritaire, dont les secteurs de l'enseignement, des sciences infirmières, de l'ingénierie et du travail social.

## MESURES ASSOCIÉES À L'AXE 4 – FAVORISER LA MOBILITÉ INTERNATIONALE ENTRE LE QUÉBEC ET L'EUROPE

### Soutenir les efforts de recrutement de talents

- 4.1 Développer des partenariats stratégiques afin de favoriser la mobilité de travailleurs spécialisés entre l'Europe et le Québec dans l'ensemble des secteurs prioritaires.
- 4.2 Intensifier les campagnes de promotion, de prospection et de recrutement, notamment en France, en Belgique, en Italie, en Suisse et en Roumanie, pour soutenir les employeurs dans leurs démarches d'attraction de talents, y compris dans le cadre des missions Journées Québec.
- 4.3 Renforcer l'offre et le soutien disponible quant aux conditions d'entrée, à la francisation et à la reconnaissance des compétences en Europe et au Québec.
- 4.4 Accroître le nombre d'ententes en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles et de sécurité sociale avec des pays européens.

### Favoriser la mobilité de la jeunesse

- 4.5 Poursuivre les collaborations en éducation avec certains partenaires, notamment la France et la Belgique, tout en renforçant et en développant de nouveaux partenariats avec d'autres pays européens, notamment en matière de formation professionnelle.
- 4.6 Promouvoir l'offre éducative québécoise et faciliter la mobilité des jeunes adultes, des étudiants et des chercheurs entre le Québec et l'Europe, en particulier auprès des locuteurs de français et en appui aux établissements d'enseignement québécois situés en région.
- 4.7 Augmenter les possibilités de stages dans les organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales présentes sur le continent européen pour les jeunes adultes québécois.
- 4.8 Favoriser la contribution des jeunes adultes québécois à l'atteinte des objectifs des différents axes de la Stratégie en s'appuyant sur les programmes Mobilité étudiante, Développement de carrière (y compris le volet Action culturelle et artistique), Entrepreneuriat et Engagement citoyen des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ).



## Axe 5 – Promouvoir la culture québécoise et la langue française sur les marchés européens

La culture constitue un pan important de l'économie québécoise et est source de prospérité collective. Au Québec, le PIB de la culture en 2019 représente 13,3 G\$ (environ 3,5 % de l'économie totale du Québec). Ce secteur assure 175 894 emplois, soit 4 % de tous les emplois, répartis dans toutes les régions du Québec. Les exportations internationales de biens et de services culturels du Québec atteignent 3,1 G\$, soit 3,4 % des exportations totales du Québec<sup>11</sup>.

Le Québec dispose d'atouts importants pour briller sur les marchés mondiaux. L'originalité, voire l'audace des productions québécoises, l'ingéniosité, la qualité et le talent de leurs créateurs ainsi que l'effervescence du milieu artistique sont autant d'atouts qui permettent au Québec de se faire connaître à l'échelle internationale.

La culture représente ainsi un levier important pour le développement économique, et les marchés européens sont extrêmement intéressants pour les créateurs et les entreprises culturelles du Québec. En raison de leur démographie, les pays européens offrent des publics plus nombreux que ceux de la scène québécoise. De plus, la plupart des États européens valorisent et financent la culture de façon importante.

Parmi les territoires et secteurs prioritaires pour le Québec en Europe en matière de culture se trouvent :

- la France (arts numériques, cinéma, musique, musées, arts de la scène, littérature et édition, théâtre);
- l'Allemagne (arts visuels et numériques, cinéma, arts de la scène, théâtre, littérature et édition);
- le Benelux (arts de la scène, musique francophone, théâtre, littérature et édition, arts numériques et cinéma);
- le Royaume-Uni et les pays nordiques (arts de la scène, audiovisuel, littérature et édition, musique);
- l'Italie (audiovisuel, cinéma et médias interactifs, arts et créativité numériques, arts de la scène);
- l'Espagne (littérature et édition, cinéma, arts de la scène et arts numériques).

La transition numérique en cours et l'utilisation grandissante des contenus numériques rappellent l'importance pour le Québec et ses partenaires européens, dont la France et la Communauté française de Belgique, de se mobiliser pour assurer une plus grande découvrabilité des contenus francophones, notamment culturels, en ligne.

De plus, le statut du Québec à l'OIF et sa participation aux travaux de l'UNESCO permettent au Québec de se concerter au plus haut niveau avec les membres européens de ces grandes institutions multilatérales sur les enjeux mondiaux liés à la culture et à la langue française.

<sup>11</sup> En 2019, dernière année pour laquelle les données sont disponibles.

## **MESURES ASSOCIÉES À L'AXE 5 – PROMOUVOIR LA CULTURE QUÉBÉCOISE ET LA LANGUE FRANÇAISE SUR LES MARCHÉS EUROPÉENS**

### **Favoriser l'accès aux marchés culturels européens**

- 5.1 Appuyer le développement du marché culturel européen pour les artistes et artisans du Québec selon les marchés et secteurs jugés prioritaires en Europe, y compris notamment les arts de la scène (musique, théâtre, cirque, danse), la littérature et l'édition, les arts numériques et le cinéma.
- 5.2 Promouvoir, développer et accroître les programmes d'échanges avec des partenaires culturels européens (coopération, résidences artistiques croisées, activités de maillage).

### **Faire rayonner la langue française et la culture québécoise**

- 5.3 Oeuvrer à accroître la découvrabilité des contenus francophones en culture, mais également en sciences et dans d'autres domaines stratégiques, en étroite collaboration avec la France et les autres partenaires francophones du Québec en Europe.
- 5.4 Promouvoir l'utilisation de la langue française dans les diverses instances multilatérales auxquelles participe le Québec, notamment à l'UNESCO et dans le cadre du PMIA à l'OCDE, et poursuivre la contribution active aux travaux conduits en ce sens par l'OIF.
- 5.5 Soutenir et encourager les études québécoises sur le territoire européen afin de mieux faire connaître la culture et la société québécoises contemporaines.

# Synthèse et conclusion

Les relations que le Québec a développées au fil des ans avec l'Europe sont diversifiées, profondes et se déclinent dans toutes les sphères de l'action internationale du Québec. D'importantes occasions d'affaires et de partenariats existent dans de nombreux secteurs d'activité, qu'il s'agisse d'économie, de commerce et d'investissement, de recherche, d'éducation, d'innovation et d'enseignement supérieur, d'environnement et de lutte contre les changements climatiques ou encore de mobilité internationale et de culture.

Au moment où plusieurs gouvernements révisent leurs partenariats stratégiques et évaluent la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement, le Québec représente pour l'Europe un partenaire économique et commercial fiable, qui partage avec elle un grand nombre de valeurs fondamentales, dont la démocratie et la règle de droit.

En raison de l'excellence de ses instituts de recherche, de ses universités et des sources de financement multiples, l'Europe recèle de grandes possibilités en matière de coopération en recherche et en innovation.

Avec ses nombreuses initiatives ambitieuses en ce qui a trait à la lutte contre les changements climatiques et son mécanisme de tarification des émissions, le Québec est bien positionné pour collaborer avec l'Europe, entre autres dans le cadre du Pacte vert, dans des secteurs stratégiques tels que l'électrification des transports et les énergies propres au cours des prochaines années, voire des prochaines décennies.

Dans un contexte où les besoins du Québec sur le plan de la main-d'œuvre sont considérables, notamment dans les secteurs prioritaires comme la santé et l'éducation, l'Europe représente un bassin exceptionnel de travailleuses et de travailleurs qualifiés susceptibles d'assurer la compétitivité québécoise à long terme.

Sur le plan de la culture et de la langue française, le continent européen représente un marché important pour les créateurs québécois, de même qu'un ensemble d'alliés essentiels pour la préservation de la diversité culturelle et linguistique à l'échelle internationale.

Pour l'ensemble de ces raisons, le Québec est déterminé à développer et à mettre en œuvre la nouvelle approche continentale proposée par cette stratégie afin de mieux structurer et coordonner ses activités à l'échelle européenne. En ce sens, la Délégation générale du Québec à Bruxelles exercera un rôle accru en intelligence d'affaires et de partage d'information stratégique sur les enjeux européens afin de mieux saisir les occasions d'affaires sur ce continent.

L'harmonisation des objectifs et l'intensification des collaborations contribueront ainsi à maximiser les retombées de la diplomatie économique et d'influence du Québec sur le continent européen.

